

UPG (tendance Moukani Iwangou)/Déclaration de Aimé Claude Nzamba

Le responsable des jeunes dénonce les "contradictions" de Moukagni Iwangou

SM

Libreville/Gabon

LE secrétaire politique en charge de la propagande et de la mobilisation de l'Union du peuple gabonais (tendance Moukagni Iwangou), Aimé Claude Nzamba, a fait une déclaration vendredi dernier pour dénoncer "les incohérences" du président de son parti, Jean De Dieu Moukagni Iwangou. L'intéressé a manifesté

ment décidé de rendre coup pour coup. Car, cette déclaration fait suite à sa suspension, des effectifs de cette tendance de l'UPG, par son président. Laquelle est consécutive au soutien inconditionnel que le secrétaire politique en charge de la propagande et de la mobilisation a apporté à Jean Ping, candidat déclaré à la candidature de l'opposition pour la Présidentielle de 2016. Un soutien qui, selon Aimé Claude Nzamba, a été appuyé par

les militants et sympathisants upégistes de Tchibanga et de Mouila. La présente déclaration laisse planer plusieurs interrogations, qui visent à discréditer Moukagni Iwangou. «Je n'ai aucune leçon à recevoir de Moukagni. Il a trompé le peuple gabonais, en prime les militants de l'UPG !», a déclaré Monsieur Nzamba, avant de poser une rafale de questions à l'endroit de son président, Jean De Dieu Moukagni : «qui vous ver-

sait une indemnité chaque fin de mois après avoir été radié de la magistrature ? Qui a financé le congrès du 6 au 9 février 2014 ? Qui vous a remis un véhicule flambant neuf, après que le vôtre est tombé en panne ? Qui a soutenu votre candidature à la tête du Front ?»...

Aimé Claude Nzamba : un caillou dans la chaussure de Moukagni Iwangou?



Photo : SM

Processus de révision des listes électorales

La CPDRO favorable à la participation de ses partisans

R.H.A

Libreville/Gabon

AU cours d'un point-presse qu'il a tenu, samedi dernier, dans une structure hôtelière de Libreville, le président en exercice de la Convention des partis démocrates et républicains de l'opposition (CPDRO),

Simon Adolphe Evouna, a exhorté ses partisans à aller s'inscrire massivement sur les listes électorales dès le lancement de cette opération. Assisté des responsables des formations politiques membres de ce groupement (Le Parti socialiste unifié, la Cause commune pour le développement du

Gabon, le Mouvement démocratique pour la justice sociale, le Parti national écologique vert, les Forces patriotiques unies, le Rassemblement pour la solidarité nationale, le Parti national gabonais et l'Union gabonaise démocratique), Evouna s'est insurgé contre l'attitude de certains dirigeants poli-

tiques de l'opposition appelant les Gabonais à ne pas participer au processus de révision des listes électorales. "Persister dans cette posture nébuleuse, en appelant à la grève des urnes n'est que pure malice et coup tordu, qui repose sur de simples calculs de politique politicienne", a-t-il clamé.

A ses yeux, militer pour la non-participation à l'opération de révision des listes électorales, c'est ramer à contre-courant des principes républicains. D'autant que, selon lui, en



Photo : RHA

Les responsables des partis membres de la CPDRO.

démocratie, il est inconcevable que le peuple, détenteur de la souveraineté, ne s'exprime pas à travers des élections libres, transparentes et crédibles.

Miroir du Gouvernement

Et si plus personne n'était à l'abri ?

DE plus en plus, il existe aujourd'hui des signes d'une gouvernance qui est à cheval sur certains principes. De l'arrestation des uns, à l'interpellation et la mise à l'écart des autres, par rapport à des faits imputables à une mauvaise gestion, financière surtout, de la chose publique ou privée, tout concourt à dire que les choses sont progressivement en place. Deux situations vécues la semaine dernière sont là pour le témoigner. La suspension du directeur général de la Gabon oil company (GOC), Serge Toulekima, et le débarquement du président directeur général de La Poste, Alfred Mabika Mouyama, sont symptomatiques d'une gestion financière à problème.

Si personne ne les accuse ouvertement, ces deux sanctions démontrent bien qu'ils sont sur la sellette. En effet, ces deux entreprises appartenant à l'Etat, il faut le dire, sont au cœur d'un management qui a révélé des failles sur le plan financier. Le président directeur général de La Poste SA, Alfred Mabika paie pour la mauvaise gestion de la grave crise financière qui secoue la Poste Banque, la principale mamelle nourricière du groupe La Poste SA, selon un communiqué du gouvernement.

Depuis de nombreux mois, les clients ne parviennent plus à effectuer leurs opérations. Raison évoquée, pour le moins fallacieuse, par les dirigeants de ladite entreprise, le manque de connexion internet. Une bizarrerie poussée à son comble quand on sait qu'il existe un partenariat, en matière de desserte, avec Gabon Télécom. La vérité, c'est que les caisses de la banque se sont asséchées de façon inexplicable sur l'ensemble du territoire national. D'ailleurs, les agences de Libreville ont fermé boutique les unes après les autres. Unique agence, sous perfusion, accueillant la cohorte des déprimés, celle du Centre-ville. En attendant que la situation revienne à la normale, les usagers continuent de broyer du noir. Et ils peuvent toujours noyer leur amertume par le remplacement automatique de leur ancien «bourreau» par Michaël Adandé, ancien gouverneur de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC). Ils espèrent que

ce dernier sera à la hauteur de la mission qui lui a été confiée par le gouvernement. Et que leur calvaire va prendre fin dans des délais moins longs, surtout après les assurances données par le gouvernement invoquant la garantie illimitée de l'Etat sur les dépôts et avoirs des épargnants.

Si la suspension du directeur général de la GOC, Serge Toulekima, n'a pas eu le même impact médiatique, les faits qui lui sont rapprochés sont tout aussi graves, et pourraient bien lui coûter son poste. Née de la volonté des pouvoirs publics de favoriser une gestion appropriée de la manne pétrolière par une entreprise nationale, la GOC se devait d'être un modèle de gouvernance financière. Quelques années plus tard, cela ne semble pas le cas. Et c'est le dernier conseil d'administration de cette société qui a mis à découvert des failles financières. Au point de suspendre la signature de l'actuel patron de cette entité appartenant à l'Etat gabonais. Un audit a été ouvert pour faire la lumière sur cette affaire qui sent déjà le soufre. Selon ce qui se dit, il est presque certain que beaucoup d'eau va couler sous le pont, au risque de plomber cette société nationale. D'autres structures et administrations sont dans le viseur, et attendent les conclusions des audits commandités en leur sein.

Toutes ces situations correspondent à un contexte général d'assainissement des comptes publics. Toutes les malversations devraient passer au crible afin de mettre hors d'état de nuire tous ces indélébiles. Lesquels tirent sur la corde d'un passé qui a fait la fortune malhonnête de certains, passant souvent entre les mailles du filet d'une justice qui a longtemps donné l'impression d'être complice de ces travers. C'est donc dire, à voir ceux qui sont concernés par les audits et les interpellations et autres arrestations, plus personne ne devrait être épargné par la lutte contre la dilapidation et la gestion approximative des fonds publics. Le parachute politique ne devra plus servir de prétexte. Chacun est désormais appelé à répondre de ses actes. Pour le bien de la communauté toute entière.

Jonas OSSOMBEY

www.ecig-gabon.com

ECIG

ecig.gabon@gmail.com

OFFRE SPECIALE
DU 15 OCTOBRE 2015
AU 31 DECEMBRE 2015

-25%
de Remise pour
autres quantités

3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT

De 13' à 22'

PNEUS DU GROUPE
Continental

Z I OLOUMI entrée BERNABE ouvert du lundi au samedi:
(+241) 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 06 31 06 / 07 72 20 00 / 02 45 35 45
OKALA à coté du BALLON D'OR ouvert 7/7 Jrs: (+241) 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Photo non contractuelle